



Evaluation thématique de la coopération au développement belge dans le secteur de l'éducation

Cadre d'investigation de l'évaluation



Education *for* Change Ltd
17A Christopher Street
Londres EC2A 2BS
Royaume Uni



South Research
Leuvenestraat 5/2
3010 Kessel-Lo
Belgique

Janvier 2007

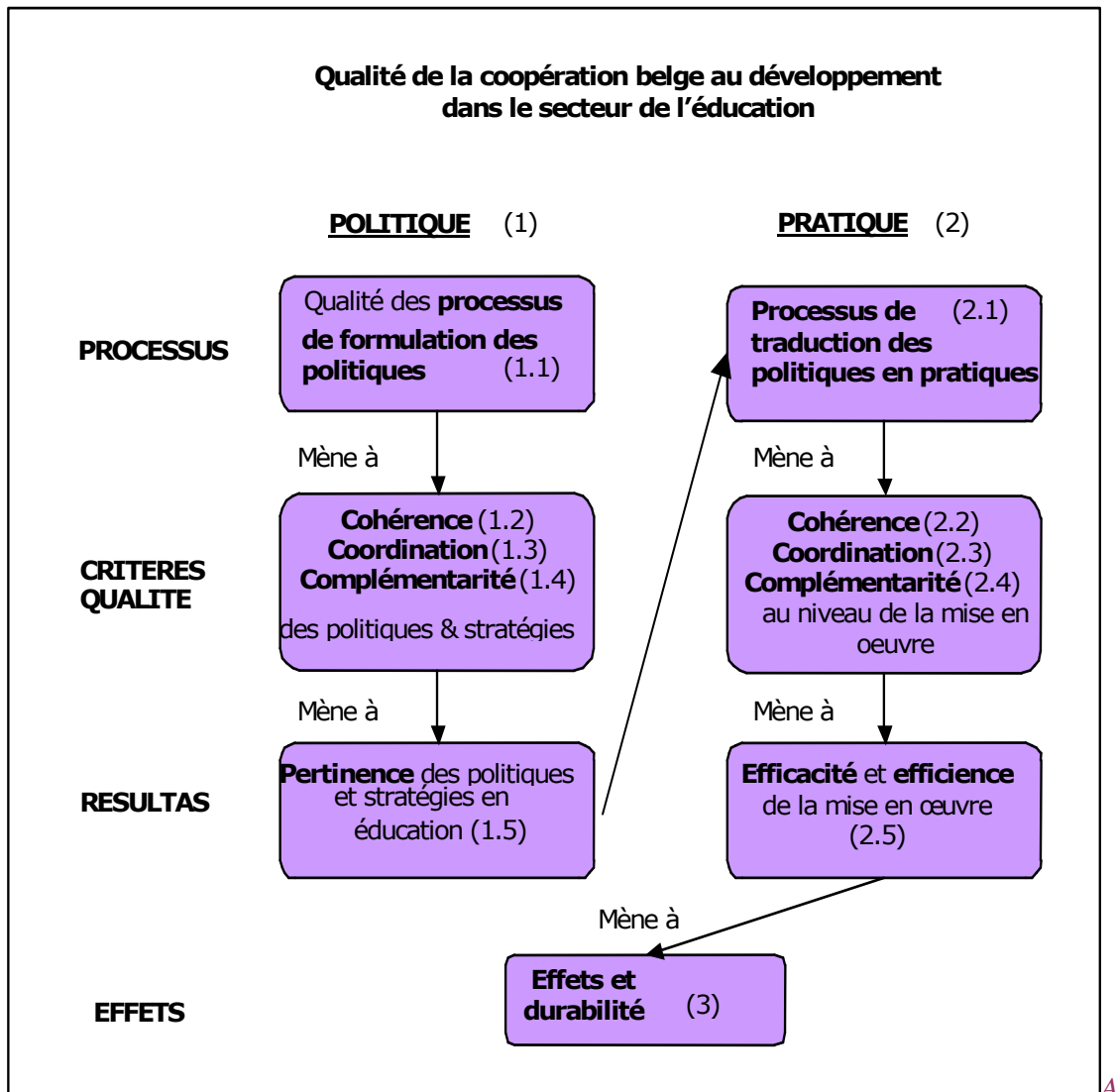
Titre

Coopération au développement belge dans le secteur de l'éducation: cadre d'action de l'évaluation

Abréviations et acronymes

AD	Assistance au développement
APEFE	<i>Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger</i>
AT	Assistance technique
BM	Banque mondiale
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CTB	Coopération technique belge
CRC/CDE	Convention on the Rights of the Child/Convention pour les Droits de l'Enfant
DGDC	Direction générale de la coopération au développement
EPT	Education pour tous
EPU	Enseignement Primaire Universel
ES	Enseignement supérieur
FTI	Initiative Fast-Track de l'EPT (Initiative de mise en œuvre accélérée IMOA)
OCDE	Organisation pour la coopération au développement économique
OMD	Objectifs du millénaire en matière de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PD	Partenaire de développement
PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper (Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté ou CSLP)
SC	Société civile
SR	South Research
SWAp	Sector wide approaches to aid (approches sectorielles)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UNDP	United Nations Development Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations Children's Fund
VVOB	<i>Vlaamse Vereniging Voor Ontwikkelingssamenwerking en technische Bijstand</i> (Association flamande pour la coopération au développement et l'assistance technique)

Vue d'ensemble de la logique du cadre d'investigation



Les trois C

Les trois C, cohérence, coordination et complémentarité, sont au cœur du cadre d'investigation. Voici les définitions employées par l'équipe d'évaluation :

Cohérence:

Les interventions financées par la DGCD cadrent dans la politique générale de coopération au développement et la stratégie en matière d'éducation ainsi qu'avec les engagements internationaux, et sont compatibles avec les interventions dans d'autres secteurs. Les politiques et stratégies du gouvernement belge en matière d'éducation ne sont pas en contradiction avec celles des partenaires belges. Les politiques et les interventions belges cadrent avec les priorités du pays ; elles ne sont pas incompatibles avec les interventions d'autres partenaires internationaux dans le pays et elles contribuent au développement des capacités institutionnelles du pays.

Coordination:

La coordination passe par l'échange d'informations et la conclusion d'accords mutuels de façon à ce que les partenaires identifient, mettent à profit leurs synergies et limitent ainsi répétitions, chevauchements et conflits. La coordination vise à harmoniser les pratiques de plusieurs partenaires en vue d'optimiser la performance et l'efficacité.

Complémentarité :

La complémentarité met en évidence l'interdépendance des interventions, identifie les spécificités, les compétences et les avantages comparatifs des divers partenaires afin qu'ils s'entraident par leur contribution respective ; dans un même temps, elle repère les niches et les domaines dans lesquels les partenaires peuvent apporter une plus-value à l'ensemble.

Note:

L'évaluation a donné la priorité aux questions de cohérence, de coordination et de complémentarité (les 3 C) qui sont à la base de la réflexion à mener sur la façon de changer les stratégies d'aide au développement, en particulier au sein de l'U.E. Si le cadre d'investigation les considère séparément, les 3 C représentent néanmoins les trois maillons indissociables de l'objectif stratégique global d'harmonisation et de performance, et apparaissent dès lors souvent ensemble dans la politique et les pratiques opérationnelles.

DOMAINE I : Politique et stratégie

Domaine	Questions	Sources
1.0 Descriptif		
1.0.1 Politique	<p>Quels sont les principaux documents et déclarations belges (DGCD et autres acteurs) en rapport avec le développement de l'éducation ?</p> <p>Quelles sont les priorités belges en matière de développement de l'éducation ?</p> <p>Que stipulent les politiques pour ce qui est des sujets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous-secteurs de l'éducation : <ul style="list-style-type: none"> o Petite enfance ? o Enseignement primaire ? o Enseignement secondaire ? o Formation des adultes ? o Enseignement technique et professionnel ? o Enseignement supérieur ? - Formation des enseignants ? - Planification et gestion de l'éducation ? - Education pour les groupes de population vulnérables et les enfants à risque ? - Thèmes transsectoriels : genre, durabilité, VIH/SIDA ? - l'Education comme facteur contribuant à enrayer la pauvreté ? - l'Education en tant que droit ? - Développement des capacités ? 	<p>Consultation de la documentation</p> <p>Audits de la politique de la DGDC, de la CTB et d'autres acteurs</p>
1.1 Processus		
1.1.1 Processus	<p>Quels types de processus président à l'élaboration des politiques et stratégies en matière d'éducation ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structurés ? - Participatifs (acteurs belges) ? - Participatifs dans les pays partenaires, en ce compris une large voix accordée à la société civile (comprenant des voix d'enfants) ? - Fondés sur des preuves ? - Fondés sur les besoins ? - Qu'est-ce qu'une « bonne pratique » ? Quel est le benchmark ? <p>Comment la complexité de la structure belge de l'aide se reflète-t-elle dans la définition de la politique ?</p>	<p>Interviews au sein de la DGCD, de la CTB, ainsi qu'avec d'autres acteurs belges.</p>
1.1.2.Réactivité	<p>Comment la politique belge en matière d'éducation répond-elle aux besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des pays partenaires en général - dans des circonstances spécifiques telles que : 	<p>Interviews au sein de la DGCD, de la CTB.</p> <p>Consultation de</p>

Domaine	Questions	Sources
	<ul style="list-style-type: none"> ○ les Etats fragiles ? ○ les situations de conflit et de post-conflit ? ○ les catastrophes naturelles ? <p>Comment la Belgique a-t-elle répondu (dans l'élaboration de sa politique) aux changements intervenus dans le contexte national (glissements de priorités, décentralisation, enseignement primaire gratuit, privatisation, etc.) et international (EPT, OMD, initiative « fast-track » (FTI/IMOA), changement des modalités d'aide) en matière d'éducation ?</p>	la documentation
1.1.3 Evaluation et enseignements tirés	<p>Quelle démarche évaluative a-t-on choisie pour la politique de l'éducation ?</p> <p>Comment intègre-t-on les résultats de l'évaluation dans la définition de la politique ?</p>	Consultation de la documentation Interviews au sein de la DGCD, de la CTB Autres acteurs indirects
1.2 Cohérence		
1.2.1 Définition	Existe-t-il, pour les décideurs politiques et stratégiques, une définition claire et opérationnelle de la cohérence, qui s'applique à tous les acteurs belges ?	Consultation de la documentation
1.2.2 Dans le cadre de l'approche belge en matière d'aide et de développement a. la DGCD	<p>Les politiques et stratégies de développement de l'éducation sont-elles cohérentes avec la politique de développement de la Belgique et traduisent-elles suffisamment clairement le rôle de l'éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en tant que facteur contributif à la réduction de la pauvreté ? - dans le développement économique ? - en tant que bien privé et public ? - en tant que droit ? <p>Les politiques et stratégies de développement de l'éducation sont-elles cohérentes avec celles des autres secteurs ? Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par rapport aux initiatives en matière de santé et de VIH/SIDA ? - par rapport à la réduction de la pauvreté et au développement rural ? <p>Comment la hauteur des engagements matériels et financiers de la coopération belge au développement en matière d'enseignement et de formation se rapporte-t-elle à celle dans d'autres secteurs et thèmes ?</p> <p>Les politiques de développement de l'éducation ciblent-elles avec cohérence les sous-secteurs de l'éducation comme étant les parties d'un grand ensemble ?</p> <p>Les politiques de l'éducation dans les domaines suivants renforcent-elles la cohérence globale du cadre politique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rôle de l'ES dans le développement de la capacité des 	Déclarations de politique et documents stratégiques - DGCD - Pays Engagements financiers Dispositif de planification sectorielle et transsectorielle valable pour le pays Stratégies au niveau des pays. Comptes rendus de réunion/transcriptions d'entretiens avec les agences internationales

Domaine	Questions	Sources
	gestionnaires ? - Le rôle éducatif de l'enseignant ? - Les stratégies pour l'enseignement secondaire et post-secondaire suite à l'évolution de l'enseignement primaire universel (EPU) ? - Les capacités de planification et de gestion éducatives ? - L'éducation des groupes de population vulnérables et des enfants à risque ?	
b. Avec et entre les autres acteurs belges	Les documents stratégiques en matière d'éducation et de formation (relatifs à la coopération bilatérale) et les principes inscrits dans les stratégies/plans d'action des partenaires chargés de la mise en œuvre (financés par la Belgique) sont-ils cohérents les uns par rapport aux autres ? En particulier en termes de : - sous-secteurs prioritaires d'éducation ? - modalités d'aide ? - types préférentiels d'interventions?	Mémoires d'entente (MOU) avec la DGCD, documents de politique - de l'APEFE /VVOB - des Conseils de développement des universités - des ONG - d'autres agences
1.2.3 Avec les priorités internationales	Les politiques et stratégies belges sont-elles cohérentes avec les engagements et objectifs éducatifs internationaux ? - EPT ? - OMD spécifiques à l'éducation ? - CRC/CDE et autres agendas de droits ? Existe-t-il une politique définissant la priorité relative de ces engagements ? Le soutien financier de la Belgique aux organisations internationales (Union européenne, UNDP, UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, etc.) grandit-il l'influence de la Belgique dans l'adoption de positions cohérentes sur la scène internationale ? Les politiques sont-elles cohérentes avec les tendances évolutives en matière de modalités de financement (Initiative Fast-Track (FTI/IMOA), approches sectorielles en matière d'aide (SWAp), «panier commun» (basket funding), appui budgétaire) ? Les politiques belges de développement de l'éducation sont-elles cohérentes avec les processus d'harmonisation de l'aide ?	Référencement explicite et analyse des objectifs internationaux dans la documentation. Discussion avec les partenaires internationaux et la DGCD
1.2.4 Avec les pays partenaires /Alignement	Dans quelle mesure les politiques et stratégies belges de coopération au développement englobent-elles l'aide au développement des capacités institutionnelles et l'élaboration des politiques de ses partenaires, ou une aide en vue de les consolider ? Les politiques, stratégies et engagements belges en matière d'éducation et de formation cadrent-ils avec ceux de l'éducation nationale des pays bénéficiaires ?	Interviews au sein de la DGCD, de la CTB Documents de politique et de stratégie - DGCD

Domaine	Questions	Sources
	l'éducation nationale des pays bénéficiaires ?	- Pays
1.3 Coordination		
1.3.1 Définition	Les politiques des différents acteurs donnent-elles la priorité à la « coordination » ?	Documents de politique Interviews avec les acteurs
1.3.2 Partenaires belges	<p>Le dialogue politique et l'interaction entre les différents acteurs belges ont-ils été re-dynamisés comme suggéré dans la stratégie en matière d'éducation ?</p> <p>Les politiques et stratégies sont-elles coordonnées entre les acteurs belges en Belgique ? Au niveau du pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il des outils de planification communs ? - Y a-t-il des mécanismes de partage de l'information pour les matières éducatives dans le pays bénéficiaire ? <p>Existe-t-il, au niveau du pays, des accords entre partenaires belges ?</p>	Interviews avec les acteurs en Belgique et dans les pays.
1.3.3 Partenaires internationaux	<p>Quels sont les politiques et les engagements dévolus à la coordination dans le pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs belges sont-ils censés jouer un rôle dans le « groupe de bailleurs » Education ? - Les politiques prévoient-elles la conclusion d'accords d'harmonisation (portant sur des dispositions communes, la simplification des procédures, le partage d'informations, ...) ? - Les politiques de coordination dans le pays (avec les partenaires internationaux, de chaque acteur belge) ? 	<p>Contributions belges aux groupes internationaux.</p> <p>Implication au niveau du pays dans des groupes de travail, comptes rendus de réunion ; accords avec les partenaires.</p>
1.3.4 Pays partenaires /Alignement	<p>Les politiques des acteurs belges sont-elles en phase avec les priorités du gouvernement ?</p> <p>L'alignement sur les politiques et stratégies du pays partenaire est-il une intention déclarée ?</p> <p>La Belgique cherche-t-elle à favoriser l'alignement et les partenariats ?</p>	<p>Stratégies au niveau des pays, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> - DGCD - CTB - Toutes les autres agences à l'œuvre dans le pays.
1.4 Complémentarité		
1.4.1 Définition	Y a-t-il entre les acteurs belges une entente commune sur la complémentarité et les voies pour y arriver ?	
1.4.2 Acteurs belges, partenaires	Comment l' « avantage comparatif » est-il évalué et quels sont les avantages comparatifs de la Belgique ?	Accords sur l'avantage comparatif, focus

Domaine	Questions	Sources
internationaux et pays partenaires	<p>Quel regard les acteurs belges portent-ils sur leurs avantages comparatifs respectifs ? Se reflète-t-il dans leur politique ?</p> <p>Quelle entente existe-t-il en matière de complémentarité et quels sont les impératifs de complémentarité notamment entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sous-secteurs de l'éducation ? - les zones géographiques ? - les langues ? - les types d'interventions ? - les modalités d'aide ? 	<p>sectoriel/régional</p> <p>Entente des partenaires dans le pays sur le(s) rôle(s) belge(s) au cours d'une interview ; dans l'analyse des pays par d'autres partenaires ?</p> <p>Interviews avec les acteurs belges.</p> <p>Interviews avec les partenaires dans le pays.</p>
1.5 Pertinence		
1.5.1 Pays partenaires Alignement	<p>Dans quelle mesure les politiques belges de l'éducation sont-elles pertinentes à l'égard des besoins et priorités du pays ? Viennent-elles en temps opportun ?</p> <p>Les politiques belges de l'éducation reflètent-elles une opinion largement partagée, en ce compris la voix des bénéficiaires, celle des enfants ? Comment y a-t-on veillé ?</p> <p>Comment identifie-t-on les enseignements tirés et les intègre-t-on dans le cycle politique afin d'améliorer l'alignement et de rendre les politiques plus pertinentes ?</p>	<p>Interviews avec les partenaires dans le pays.</p> <p>Interviews avec les acteurs belges.</p>
1.5.2 Education	<p>Les politiques belges en matière d'éducation contribuent-elles avec pertinence aux besoins éducatifs et au débat sur le plan international et dans le pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous-secteurs éducatifs ? <ul style="list-style-type: none"> o petite enfance ? o enseignement primaire ? o enseignement secondaire ? o formation pour adultes ? o enseignement technique et professionnel ? o enseignement supérieur ? - Formation des enseignants ? - Planification et gestion éducatives ? - Education pour les groupes de population vulnérables et les enfants à risque ? - Développement des capacités ? 	<p>Consultation des documents de politique.</p> <p>Interviews avec les partenaires dans le pays.</p> <p>Interviews avec les acteurs belges.</p>
1.5.3 Outils	<p>Les politiques sont-elles suffisamment claires pour faciliter la mise en oeuvre au niveau des interventions dans les pays ?</p> <p>Les acteurs belges et les pays partenaires perçoivent-ils les politiques belges en matière d'éducation comme un outil utile ?</p>	<p>Interviews avec les partenaires dans le pays et les acteurs belges.</p>

DOMAINE II : Pratique

Domaine	Questions	Sources
2.0 Descriptif		
2.0.1 Interventions	<p>Quels types d'interventions en matière d'éducation sont en place ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide à l'enseignement primaire (installations, manuels, programme d'études, évaluation, enseignement de la langue maternelle, éducation inclusive, gestion éducative, renforcement de la communauté scolaire, éducation à la santé, etc.) - Aide à l'enseignement secondaire (installations, manuels, programme d'études, évaluation, TIC, enseignement des sciences, gestion éducative, aptitudes à la vie quotidienne, éducation à la santé, etc.) - Aide à l'enseignement technique et professionnel (installations, manuels, équipement, programme d'études, évaluation, TIC, développement professionnel de l'enseignant, etc.) - Aide aux universités (infrastructure, programme d'études, gestion, certification, TIC, e-learning, développement professionnel, équipement, etc.) - Aide à la formation pour adultes : installations, programmes intégrés d'alphabétisation, programme d'études, participation à la communauté, etc. - Aide à la formation des enseignants : initiale/en activité, programmes d'études, certification, primes, formation des formateurs, systèmes de soutien aux enseignants, etc. <p>A quelles caractéristiques les interventions répondent-elles notamment en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - type d'intervention (appui budgétaire, AT, programme, etc), - durée de l'intervention, - canal (bilatéral direct, ONG, APEFE, etc.), - type d'activité (équipement, développement des capacités, développement du programme d'études, intégration de la dimension de genre (gender mainstreaming), etc.) <p>Quelles tendances peut-on observer (en termes d'interventions et de catégories) sur ces 5 dernières années ?</p>	<p>Descriptions de projet.</p> <p>Données issues du système de budgétisation de la DGCD (tri par code CAD, tris par pays, canal, etc.)</p>
2.0.2 Ressources	<p>La Belgique a-t-elle intensifié son aide à l'enseignement primaire pour respecter les engagements de Dakar et des OMD ?</p> <p>La Belgique a-t-elle intensifié son aide bilatérale directe au secteur éducatif comme il est mentionné dans la stratégie en matière d'éducation ?</p>	<p>Consultation de la documentation</p> <p>Interviews avec la DGCD, la CTB</p>
2.1 Processus		
2.1.1 Mise en oeuvre	<p>Comment les différents acteurs mettent-ils la politique en pratique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissement de priorités dans les programmes et les 	<p>Interviews au sein des organisations</p>

Domaine	Questions	Sources
	<p>projets ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation des acteurs dans les pays partenaires, en ce compris une large voix prêté à la société civile (y compris celle des enfants) ? - Preuves et enseignements tirés ? - Evaluation des besoins ? - Que considère-t-on comme une « bonne pratique » ? 	<p>Portefeuilles de projets</p> <p>Praticiens dans le pays.</p> <p>Questionnaires en ligne.</p>
2.1.2 Participation	<p>Comment les acteurs locaux et les bénéficiaires sont-ils impliqués dans la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des interventions éducatives financées par la Belgique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - les autres agents de développement - le ou les ministères, - les administrations décentralisées, - le secteur privé, les institutions, etc. - les bénéficiaires (parents, enseignants, étudiants, gestionnaires éducatifs) 	
2.1.3 Surveillance et évaluation	<p>Quelle est la pratique de l'évaluation et la qualité des évaluations mises en œuvre ?</p> <p>Quels sont les indicateurs de succès qu'utilisent les différents acteurs belges pour leurs interventions ?</p> <p>Quel benchmarking emploie-t-on pour mesurer la réussite ?</p> <p>Les évaluations s'intéressent-elles et, si oui, mesurent-elles la durabilité des effets de l'aide belge à l'éducation ?</p> <p>Comment utilise-t-on les résultats de l'évaluation pour améliorer la pratique ?</p> <p>La Belgique a-t-elle participé avec l'UE à l'élaboration des indicateurs éducatifs pour le suivi des programmes et des aides budgétaires (conformément à la stratégie en matière d'éducation) ?</p> <p>Comment les acteurs belges mettent-ils à profit les expériences des uns et des autres ?</p>	<p>Interviews au sein des organisations.</p> <p>Praticiens dans le pays.</p> <p>Questionnaires en ligne.</p>
2.2 Cohérence		
2.2.1 Acteurs belges	<p>La stratégie belge en matière d'éducation est-elle connue et utilisée parmi les partenaires belges dans le pays ?</p> <p>Les interventions éducatives sont-elles cohérentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par rapport à la politique ? - entre les différents canaux ? <p>Quels mécanismes a-t-on prévus pour assurer et surveiller la cohérence ?</p> <p>Quelles sont les contraintes en matière de cohérence qui pèsent sur la coopération belge au développement, et comment affectent-elles la pratique ?</p> <p>Le profil de l'aide effective est-il cohérent avec les politiques</p>	<p>Cadres de référence des projets, objectifs déclarés, etc.</p> <p>Documents préparatoires au projet, interviews avec les acteurs impliqués dans la préparation.</p> <p>Données financières révélant le profil</p>

Domaine	Questions	Sources
	<p>de la Belgique, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enseignement supérieur vs. primaire - Aide à l'éducation maternelle, aux secteurs non formel et autres (en dehors de l'objectif OMD principal) - Rôle du secteur privé (écoles, universités, prestataires de services, etc.) - Aide à la planification, à la gestion et à la gouvernance <p>Y a-t-il, au niveau du pays, une cohérence à travers tous les canaux ?</p>	<p>de l'aide aux secteurs, etc.</p> <p>Discussions avec les partenaires belges dans le pays</p>
2.2.2 Avec les partenaires internationaux	Les interventions belges dans le secteur éducatif sont-elles cohérentes et harmonisées par rapport à celles des autres agences internationales ?	Interviews avec d'autres PD et documents.
2.2.3 Avec les priorités du pays, en l'occurrence l'alignement	<p>Les interventions sont-elles compatibles avec les priorités, les politiques et les stratégies du pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - PRSP/CSLP - EPT ou Plan national d'Education, - Plan de développement sectoriel pour l'éducation, etc. <p>Dans quelle mesure la coopération belge au développement englobe-t-elle l'aide au développement des capacités institutionnelles et le développement des stratégies de mise en oeuvre des partenaires, ou contribue-t-elle à les renforcer ?</p>	<p>Analyse des programmes et projets nationaux.</p> <p>Discussions avec les fonctionnaires dans le pays.</p>
2.2.4 Avec les pratiques du pays et les structures éducatives	<p>Dans quelle mesure l'aide belge est-elle cohérente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avec l'architecture éducative - à travers toutes les interventions éducatives (p. ex. Programme d'études <>Evaluation<>Développement des enseignants) - avec les administrations hiérarchiques - par rapport aux partenaires locaux - par rapport aux ressources nationales ou régionales - par rapport aux pratiques locales (pour le recrutement et les paiements de l'AT et de l'AD et des honoraires) 	<p>Rapports de projets dans le pays.</p> <p>Discussions avec les fonctionnaires, les acteurs et les bénéficiaires.</p>
2.3 Coordination		
2.3.1 Entre les acteurs belges	<p>Que font les acteurs belges pour assurer la coordination ? Qui endosse le rôle directeur dans ce processus ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - en Belgique - dans le pays partenaire - dans les secteurs ou sous-secteurs cibles - à travers des actions conjointes <p>Quels sont les problèmes/contraintes en matière de coordination en Belgique ? au niveau du pays ?</p> <p>Existe-t-il des mécanismes pour surveiller la coordination entre acteurs ?</p> <p>Dans quelle mesure et comment les programmes/plans d'action des différents acteurs sont-ils coordonnés en Belgique/dans le pays partenaire ?</p>	<p>Analyse de la pratique liée aux projets et programmes des pays.</p> <p>Interviews avec les acteurs belges et les partenaires dans le pays.</p> <p>Questionnaire en ligne</p>

Domaine	Questions	Sources
	Quelle est la plus-value perçue de la coordination pour les acteurs belges ?	
2.3.2 Avec les partenaires internationaux	<p>Comment les acteurs belges coordonnent-ils leur action avec celle de leurs collègues internationaux (rôle dans le groupe de donateurs Education,...) ?</p> <p>Quel rôle, s'il en est, la Belgique joue-t-elle dans les mécanismes de coordination du travail des donateurs dans les pays partenaires ?</p> <p>Quels sont les rapports avec les autres PD ?</p> <p>Cohérence/harmonisation avec les autres PD : y a-t-il une planification commune, des accords d'harmonisation, des réunions régulières, etc. ?</p>	<p>Accords</p> <p>Comptes rendus des réunions, etc.</p> <p>Feed-back des partenaires dans le pays.</p>
2.3.3 Avec les gouvernements/ d'autres organisations dans le pays (p. ex. les universités, les ONG locales d'éducation)	<p>Comment les acteurs belges coordonnent-ils leur action avec celle du gouvernement et des autres parties prenantes locales dans le pays ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il échange d'informations (pour les prévisions et les résultats) entre acteurs belges et gouvernements locaux / et les autres parties prenantes dans le pays ? - Y a-t-il une planification coordonnée commune des activités ? - Existe-t-il des mécanismes de coordination claires ? Dans quelle mesure les fait-on intervenir ? Dans quelle mesure sont-ils performants ? <p>Quel est le rôle des acteurs belges dans la coordination des activités de l'ONG locale ?</p>	<p>Rapports de projets (projets impliquant d'autres acteurs dans le pays)</p>
2.4 Complémentarité		
2.4.1 DGCD /CTB	<p>Comment la DGCD et la CTB conçoivent-elles leur rôle complémentaire : Qui fait quoi ? Est-ce clair pour l'une et l'autre ? Empiètent-elles l'une sur l'autre ou y a-t-il des « interférences » ?</p> <p>Les interventions éducatives accomplissent-elles dans la pratique du travail dans d'autres secteurs prioritaires ?</p>	<p>Evaluations antérieures</p> <p>Interviews avec la DGCD et la CTB.</p> <p>La loi et ses éclaircissements</p>
2.4.2 Les autres acteurs belges	<p>Quels sont leurs avantages comparatifs ? Comment sont-ils mis à profit pour développer la complémentarité ?</p> <p>Quels sont, en matière de coordination, les accords/pratiques dans le pays ? Qui endosse le rôle directeur en matière de complémentarité ?</p> <p>Quels sont les mécanismes de surveillance de la complémentarité : en Belgique, dans le pays partenaire ?</p>	<p>Analyse de la pratique en matière de projets et de programmes dans les pays.</p> <p>Interviews avec les acteurs belges et les partenaires</p>
2.4.3 Avec les	Le rôle des partenaires belges et locaux – par rapport aux	Interviews avec

Domaine	Questions	Sources
gouvernements/d' autres organisations dans le pays (p. ex. les universités, les ONG locales d'éducation)	différents aspects de la mise en oeuvre des projets – est-il clairement défini ? Quel est le rôle/la contribution des acteurs belges dans les différentes phases de mise en oeuvre ? <ul style="list-style-type: none"> - Ce rôle/cette contribution a-t-il/elle été convenu d'un commun accord avec le partenaire local ? - Est-ce que les acteurs belges représentent une plus-value réelle en plus des partenaires locaux ? 	les acteurs belges et les partenaires dans le pays.
2.4.4. Les PD	Quelle est la contribution belge dans le fonctionnement des agences multilatérales ? Y a-t-il, par exemple, des experts techniques belges au sein de l'UNESCO, de l'UNICEF et de la Banque mondiale ? Quel est leur rôle ? Et quelle influence ont-ils ?	Interviews à la DGCD, personnel des organisations internationales. Interviews avec les PD/agences
2.5 Efficacité et Performances		
2.5.1 Approches	Approche par programme vs par projet : quelles sont les implications pour l'efficacité et les performances ? Quels enseignements en termes de performances a-t-on tirés : <ul style="list-style-type: none"> - de l'Assistance technique; - du développement des capacités - des liens, du jumelage - des bourses d'études universitaires - etc. ? 	Rapports dans le pays. Discussions avec les acteurs belges et les fonctionnaires dans le pays.
2.5.2 Budgétisation et dépenses	La cohérence, la coordination et la complémentarité optimisées ont-elles permis d'obtenir des budgets et des flux financiers correspondant davantage aux prévisions ? Cadrent-ils dans les cycles budgétaires du ministère et des institutions de l'éducation dans le pays ?	Données financières Analyse de la pratique des projets et programmes
2.5.4 Gestion	La mise en oeuvre a-t-elle gagné en efficacité suite à la cohérence, la coordination et la complémentarité optimisées ? <ul style="list-style-type: none"> - Achats et marchés passés en temps voulu et à bon rapport coût/performance? - Calendrier et personnels adéquats pour l'AT? - Recours à l'expertise et aux ressources locales? - Surveillance et réaction aux événements? 	Registre des dépenses Rapports des programmes et des projets
2.5.5 Evaluation	Dans quelle mesure la culture et la pratique évaluatives des interventions permettent-elles d'assurer un feed-back et de tirer des enseignements ? Les interventions ont-elles recours aux indicateurs-clés (internationaux) du pays en question ?	Rapports d'études de projet et d'évaluation de projets.

DOMAINE III : Les Effets

Domaine	Questions	Sources
3.1 Effets		
3.1.1 Acteurs belges	<p>Suite à la cohérence, la coordination et la complémentarité optimisées au niveau de la politique et de la pratique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs belges comprennent-ils et adhèrent-ils mieux aux politiques et aux pratiques ? - Y a-t-il un libre débat sur les questions de politique et de pratique éducatives en Belgique ? - A-t-on noté des changements dans la façon de concevoir les interventions d'aide en matière d'éducation par les acteurs belges ? - Les partenariats s'en trouvent-ils renforcés ? - Les services de statistiques de la DGCD ont-ils été étendus afin de pouvoir comparer les données de départ et d'arrivée comme mentionné dans la stratégie en matière d'éducation ? - Les mécanismes de coordination ont-ils été adoptés par les acteurs belges en Belgique et dans les pays partenaires afin de promouvoir l'efficacité et les performances de la coopération technique belge ? 	<p>Interviews avec les acteurs belges.</p> <p>Interviews dans les pays partenaires.</p> <p>Compte rendu de réunion.</p> <p>Reportages des médias.</p>
3.1.2 Acteurs dans le pays	<p>Les partenariats Sud-Sud se trouvent-ils renforcés par les actions de la Belgique ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires.</p>
3.1.3 Politique	<p>Quelle a été la contribution de l'aide belge aux interventions et à la pratique en matière de prise de décision et de changements politiques au niveau du pays ?</p> <p>Comment la coopération belge au développement a-t-elle contribué à l'avenir des politiques éducatives des pays partenaires en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coûts récurrents ? - capacité ? - réduction du gaspillage ? - réactivité ? - rapport coût/performance ? 	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>
3.1.4 Développement des capacités et développement institutionnel	<p>Dans quelle mesure les actions de développement institutionnel et de développement des capacités (notamment des universités et d'autres établissements éducatifs) ont-elles renforcé le système national ?</p> <p>Dans quelle mesure la coopération belge au développement a-t-elle contribué à développer les capacités d'organisation, de planification et de gestion ?</p> <p>Les bourses scolaires ont-elles renforcé les capacités des gestionnaires éducatifs nationaux et locaux ?</p> <p>Dans quelle mesure les bourses scolaires et universitaires ont-elles contribué au développement des capacités institutionnelles au niveau national ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>

Domaine	Questions	Sources
3.1.5 Gouvernance	<p>L'aide belge a-t-elle contribué aux capacités/aux aptitudes/à la volonté de mise en œuvre de la politique déclarée par le gouvernement du pays partenaire ?</p> <p>Le soutien belge a-t-il contribué à plus de transparence et de responsabilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les écoles et les autres institutions éducatives ? - dans les communautés ? - dans les administrations décentralisées ? - à l'échelle nationale, dans les milieux politiques et dans la SC ? 	<p>Interviews dans les pays partenaires</p> <p>Rapports de gouvernance et de responsabilisation (des agences belges ou autres)</p>
3.1.6 Participation	<p>L'appui et la pratique de la Belgique ont-ils permis aux acteurs locaux et aux bénéficiaires de participer davantage à la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des interventions éducatives financées par la Belgique ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>
3.1.7 Enseignements tirés	<p>Dans quelle mesure partage-t-on et met-on à profit les enseignements tirés des expériences des différents acteurs ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>
3.1.8 Coûts de transaction	<p>L'aide belge à l'éducation a-t-elle allégé la charge pour les pays et les ressources locales (les gens et les fonds) grâce à une meilleure coordination et définition des procédures et mécanismes ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>
3.1.9 Résultats en matière d'éducation	<p>Note-t-on, par rapport aux indicateurs standard, une contribution claire de la Belgique aux progrès ? Dans quelle mesure ces contributions sont-elles durables ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - EPT (indicateurs clés de l'UNESCO) - Cibles, indicateurs des OMD - Accès - Achèvement - Inclusion (des groupes marginalisés) <p>Quelles sont les contributions de la coopération belge aux indicateurs de « qualité » (p. ex. espérance de vie scolaire, ratio élève/enseignant, enseignants du primaire qui ont été formés, % de femmes enseignantes dans l'enseignement primaire, etc.) ? Dans quelle mesure ces contributions sont-elles durables ?</p> <p>Note-t-on des effets mesurables dans d'autres secteurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les universités et autres établissements d'ES - L'enseignement professionnel et préprofessionnel, les enfants non scolarisés - L'alphabétisation - La petite enfance ? <p>Dans quelle mesure ces effets sont-ils durables ?</p>	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>
3.1.9 Questions transversales	<p>Quel a été l'effet de la coopération belge sur l'éducation des filles et des garçons ? Les indicateurs-clés ont-ils changé ?</p> <p>Les interventions ont-elles contribué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'égalité des genres (pour les filles et les garçons, les hommes 	<p>Interviews dans les pays partenaires</p>

Domaine	Questions	Sources
	et les femmes) ? - à la durabilité environnementale et à l'éducation à l'environnement ? - à la lutte contre le VIH/SIDA ?	